



2. LES SUPER-PATRONS

Les nationalisations de 1982 ont fait de certains d'entre eux les plus puissants décideurs de l'industrie, de la banque et des assurances. Souvent de sensibilité politique différente de ceux qui les ont nommés, ils sont parfois même partisans... de la dénationalisation



Jean-Pierre Rey

MICHEL ALBERT

Président des Assurances générales de France (AGF). 55 ans. Il a été catapulté à ce poste peu de temps après avoir été délogé par la gauche de sa place de commissaire au Plan. La droite elle-même salue sa réussite. Ce centriste rocardo-barriste, auteur du best-seller « le Pari français », est un cohabitationniste type. On lui prête même quelques bonnes idées sur la dénationalisation de son groupe.

BERNARD ATTALI

Président du Groupe des Assurances nationales (GAN). 42 ans. Le seul reproche que la droite puisse lui faire, c'est d'être le frère jumeau de Jacques... Cet énarque — Cour des Comptes — sera-t-il le dénationalisateur de sa compagnie ?



Perenon-Rush

GEORGES BONNIN

Gouverneur du Crédit foncier. 55 ans. Il a eu une promotion éclair sous Mauroy. Un inspecteur des finances de droite devrait remplacer cet inspecteur des finances de gauche.

JACQUES BONNOT

Président de la Caisse centrale de Réassurances. 47 ans. Nommé à ce poste en 1985, après avoir été d'abord placé par François Mitterrand à la tête du Crédit agricole — où il n'a guère réussi —, il est très peu probable qu'il termine son mandat de cinq ans.

MICHEL CASTE



A.F.P.

Président de la Loterie nationale. 57 ans. « C'est un formidable représentant de commerce », dit-on à droite de ce jobertiste qui a très bien réussi là après un semi-échec à la tête de la Sofirad, la société d'Etat qui contrôle les radios périphériques — RTL exceptée. Mais son poste est l'un des plus convoités.

YVETTE CHASSAGNE

Présidente de l'Union des Assurances de Paris (UAP). 63 ans. Cette grand-mère de western, énarque et haut fonctionnaire, dont personne ne conteste l'autorité et le super-dynamisme, avait d'abord été la première femme nommée commissaire de la République (Loir-et-Cher) par la gauche. Elle n'a pas que des amis à l'UAP. Son étiquette de gauche lui nuirait pour dénationaliser la première compagnie d'assurances française.

JEAN DEFLASSIEUX



Parinet-Sopha

Président du Crédit lyonnais. 60 ans. Nommé par Pierre Mauroy dont il est un vieil ami, c'est un socialiste de toujours. La droite lui reproche son rôle clé dans la nationalisation de tout le crédit. Son atout pour rester : il est proche de la retraite.



Michel Barot-Rush

CLAUDE DOLLÉ

Président de Sacilor. 55 ans. Son appartenance à la gauche n'est un mystère pour personne. La droite le conservera-t-elle à la tête d'une des entreprises françaises les plus importantes et les plus déficitaires ?

CHRISTIANE DORÉ



Alain Nogués-Syama

Présidente de la Sofinco. 43 ans. Ancienne journaliste économique, déléguée nationale du PS pour les problèmes de consommation, elle a été nommée à la tête de cette banque en décembre 1982, reconfirmée en octobre 1985, en principe pour cinq ans. Elle sera, sans doute, l'un des boucs émissaires de la droite.

ALAIN GOMEZ

Président de Thomson. 47 ans. La droite reconnaît ses capacités gestionnaires et ses succès (Rita, cession du téléphone à la CGE, contrats saoudiens), et avoue avoir peu de raisons objectives de le virer, d'autant qu'il a eu l'habileté de conserver un Giscard d'Estaing dans son haut état-major. Si la droite l'évince pour des raisons évidemment politiques — ce fut, naguère, le patron du CERES avec Chevènement —, elle s'efforcera de se le faire pardonner en lui donnant un point de chute honorable.

JEAN-YVES HABERER

Président de Paribas. 53 ans. C'est la présidence la plus prestigieuse, donc la plus convoitée, de tout le secteur bancaire. Nommé par la